



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

Paris, le 24 mars 05

Groupement enseignement général

Chef d'escadron
HURTAULT Pascal
Groupe A2

Fiche de géopolitique

OBJET : sujet n° 2/ En vue de préparer une visite de votre chef d'état-major, il vous est demandé de faire un bilan géopolitique (périphérique et mondial) de la Chine.

P. JOINTE(S) : ... *tableau(x), carte(s)*

A la fin des années 80, Peyrefitte écrivait déjà un ouvrage au titre évocateur : « quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera ». Compte tenu de l'immensité qui caractérise la Chine, ce pays effraie de longue date les occidentaux. De surcroît, dans le monde de l'après guerre froide, les préoccupations stratégiques américaines se tournent progressivement vers l'Extrême Orient. Car la Chine est devenue en 2005 une puissance régionale influente, ainsi qu'un acteur incontournable de la scène internationale.

La République populaire de Chine est en effet un état d'Asie orientale, délimité par 15 000 km de frontières terrestres, partagées avec 14 pays, et une façade maritime de 14 500 km. Elle est le troisième pays du monde par sa superficie (après la Russie et le Canada) et le premier par sa population. La population s'élève à environ 1,3 milliards de personnes (certaines estimations évoquent plutôt 1,5 milliards) et la superficie totale du pays est d'environ 9,5 millions de km².

Le régime chinois est une démocratie populaire à parti unique et d'inspiration marxiste-léniniste. L'avènement de la République populaire de Chine en 1949 a introduit un changement profond dans les institutions du pays. Depuis, la Chine a élaboré quatre Constitutions, dont la dernière date de 1982, reste une «dictature du prolétariat» conduite par le Parti communiste et reposant sur un front uni pouvant en principe inclure des partis démocratiques.

Tenant compte de ces quelques caractéristiques générales, le bilan géopolitique de la Chine, objet de la présente fiche s'articulera autour de deux axes : la périphérie et la place de la Chine dans l'échéquier international.

1) La Chine, puissance régionale.

Puissance économique.

La Chine qui prévoit un P.N.B. de 9% en 2005, dispose d'une armée de 4 millions de soldats (la plus importante au monde), un programme spatiale et une puissance nucléaire, est à la veille de devenir un pouvoir hégémonique en Asie, si ce n'est pas déjà fait. Elle préconise d'ici trois ans, trois traités de libre-échange avec l'Indonésie, et le sud-est asiatique : la Corée (Nord et Sud) et avec le Japon, ce qui en fera le plus grand marché de libre-échange au monde. Déjà sur le plan diplomatique la Chine a entrepris des pourparlers avec la Russie, certains pays arabes, le Japon, la Corée du Sud, l'Iran pour tenter de déboucher sur des échanges de la technologie chinoise, la vente d'armes chinoise (en Iran) et l'achat de pétrole par la Chine qui n'est pas autosuffisant dans ce domaine. La Chine vit présentement une double révolution structurelle, l'une industrielle et l'autre post-industrielle. Mais les sources énergétiques comme le pétrole, certains minerais de pointe comme le cuivre nécessaire pour soutenir ce développement, ne suffisent pas. Sur ce plan la Chine demeure encore un importateur.

La Chine est en pourparler avec la Russie pour construire un olioduque, pour acheminer le pétrole russe dans le Nord de la Chine. Elle envisage de construire d'autres olioduques en partenariat avec l'Iran. La Chine avant la chute de Saddam Hussein avait l'œil aussi sur le pétrole Irakien. L'éveil de la Chine et sa quête à l'extérieur des frontières pour des sources énergétiques vitales pour son développement, inquiète beaucoup les États-Unis qui voient la Chine comme un aspirant à la domination.

Relations avec ses voisins.

Du point de vue des relations avec ses voisins, la Chine a déployé nombre d'efforts ces dernières années pour obtenir le règlement pacifique des crispations locales. En effet, 23 conflits territoriaux ont été résolus depuis 1949. De surcroît, la Chine et l'Inde (son ennemi héréditaire) se sont entendues pour une reconnaissance mutuelle des frontières du Tibet.

Toutefois, il reste l'épineux problème de Taiwan, que la Chine voit comme une province et que les États-Unis soutiennent comme un pays indépendant. Les événements s'accroissent ces derniers mois et la Chine se tient prête à une intervention militaire sur Taiwan, dans le cas où les autorités locales décideraient de proclamer l'indépendance. Le statu quo semble être à ce jour le meilleur compromis tant pour la Chine que pour les États-Unis. Car le hiatus entre d'une part, la réalité économique et d'autre part, les projets politiques et les intentions militaires développées de chaque côté du détroit (et aussi aux États-Unis), est certes de nature à modérer les ardeurs guerrières et « unificationnistes » de la Chine ainsi que les velléités indépendantistes de Taiwan. Mais il tend en même temps à éloigner toute perspective de solution à moyen terme du différend sino taiwanais et surtout à le rendre étroitement tributaire de l'évolution des relations sino-américaines et de leur capacité à cohabiter de manière pacifique.

Enfin, les relations avec le Japon et la Corée du Nord restent également particulièrement tendues. Le Japon est toujours considéré par la Chine comme un impérialiste et le sentiment d'humiliation nationale, hérité du XIX siècle, conduit les autorités chinoises à rester vigilantes vis-à-vis de leur voisin.

La problématique des relations avec la péninsule coréenne est liée à la nucléarisation. La Chine, qui a su jouer quand il le fallait de son statut de fournisseur principal de la Corée du Nord en interrompant notamment fin 2002 pendant quelques jours la livraison de pétrole à son voisin, craint en effet que la nucléarisation de la Corée du Nord ne soit un prélude à celle du Japon ou conduise au minimum à l'accélération du déploiement de défenses anti-missiles en Asie de l'Est et aux États-Unis. Aux résultats, les pourparlers multilatéraux n'ont pas encore abouti et pendant ce temps, il est légitime de penser que l'édification de ce que Pyongyang appelle sa « force de dissuasion » continue. Dans ce contexte, la Chine a bien évidemment une position centrale à faire valoir

2) La Chine : acteur international incontournable.

La modernisation de son outil de défense et les alliances.

L'émergence de la Chine au niveau mondial passe avant tout par une modernisation de son armée. La République Populaire de Chine poursuit en effet l'augmentation massive de ses dépenses militaires, destinée à rattraper son retard sur l'occident : pour la quatorzième année consécutive en 2003, son budget de défense a connu une croissance à deux chiffres. Le budget militaire chinois pour 2004 est officiellement de 25 milliards de dollars, mais si l'on inclut les crédits d'achat de matériels étrangers il serait aujourd'hui compris en fait entre 50 et 70 milliards de dollars. Si tel était bien le cas, la Chine aurait détrôné le Japon au rang de deuxième budget militaire du monde depuis quelques années déjà. Les trois armées (terre, air et mer) se transforment progressivement pour obtenir un caractère plus offensif. Vers 2010, grâce notamment aux matériels russes, elle devrait avoir notablement accru ses capacités offensives, avec des progrès dans les domaines de l'aviation de combat, des missiles de croisière et de la lutte sous la mer. Enfin, la modernisation des forces nucléaires va bon train. L'entrée en service d'une nouvelle génération de missiles stratégiques à longue portée, avec lanceurs terrestres et sous-marins, devrait lui assurer une capacité plus importante de rétorsion sur le territoire américain notamment.

La Chine n'a pas d'allié militaire formel. Mais elle a renoué avec sa pratique ancienne des pays clients ou tributaires : la Corée du Nord, le Pakistan ou la Birmanie sont ses principaux points d'appui. En outre, elle a entrepris pour des raisons essentiellement opportunistes de se rapprocher des pays d'Asie centrale et du Golfe arabo-persique, avec lesquels les relations sont souvent construites autour d'un troc fructueux « armes contre pétrole ».

Du partenariat à la rivalité avec les Etats-Unis.

La République Populaire de Chine est depuis longtemps la bête noire d'une grande partie des conservateurs américains et nombre d'entre eux la voient prendre un jour la place antérieurement dévolue à l'Union Soviétique, celle de l'ennemi principal du fait de son potentiel économique et militaire. Tout en refusant de prendre Pékin de front, M. Bush considère la Chine comme un rival stratégique potentiel et a défini une politique de « containment », contre laquelle les autorités chinoises cherchent à lutter. Depuis le 11 septembre 2001, la connivence entre les deux pays dans la lutte contre le terrorisme a connu quelques coups d'arrêt (déploiement américain autour du territoire chinois) et masqué des frictions viscérales. Ainsi la Chine conduit désormais une politique étrangère offensive, auprès des institutions de l'ONU où elle est membre permanent du conseil de sécurité, ainsi que dans la directions des pays européens, auprès des quels elle recherche des alliances, notamment économique.

La Chine et les Etats-Unis semblent donc être sur le long terme, sur une trajectoire de collision stratégique. Il n'est pas exclu qu'une bipolarisation sino-américaine dans la région puisse avoir un effet stabilisant sur l'Asie de l'Est.

En conclusion, il apparaît que le développement militaire de la Chine est largement conditionné par le sentiment d'insécurité face au messianisme américain. Dans ces conditions, la Chine constitue un véritable défi pour la communauté internationale et son émancipation raisonnée devrait conditionner les équilibres stratégiques mondiaux sur le long terme.